

UNE JOURNÉE MOUVEMENTÉE AU PALAIS DE JUSTICE : L'AFFAIRE TURMEL, L'AFFAIRE MONIER

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2510. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Samedi

29

SEPTEMBRE

1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 5744 et 5745
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France : 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger : 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, Bd des Italiens. Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

LA DEUXIÈME PHASE DE LA BATAILLE A L'EST D'YPRES



BLESSÉ ALLEMAND PORTÉ PAR QUATRE ÉCOSSAIS



UN MAJOR ALLEMAND SOIGNE UN BLESSÉ PRISONNIER



VUE DU CHAMP DE BATAILLE, VERS MENIN, SUR LA ROUTE NOUVELLEMENT CONQUISE PAR LES TROUPES BRITANNIQUES

La deuxième phase de la bataille engagée le 20 septembre à l'est d'Ypres, par les troupes britanniques, vient de se terminer par l'échec sanglant des contre-attaques allemandes. A huit reprises, en effet, l'ennemi a tenté de reconquérir les importantes positions

qu'il avait perdues. Tous ses efforts sont restés vains et les Anglais ont pu même rectifier leurs lignes en enlevant des points d'appui isolés, au sud de Tower-Hamlet et du bois du Polygone, cependant que le duel d'artillerie se poursuivait avec violence.

EN CE MOMENT SE DECIDE A PETROGRAD L'AVENIR DE LA RUSSIE REVOLUTIONNAIRE

L'assemblée démocratique, convoquée sur l'initiative du Soviet, a tenu, jeudi, sa séance d'ouverture.

A supposer que Kerensky ne puisse conserver le pouvoir et qu'un gouvernement socialiste le renverse, M. Tchernof affirme que la Russie n'accepterait pas une paix séparée.

PETROGRAD, 28 septembre. — Hier après-midi, à cinq heures, dans la salle du Grand Théâtre Dramatique municipal, tendue de couleur rouge, s'est ouverte la conférence démocratique en présence de 1.200 délégués arrivés de toutes les parties de la Russie.

On sait que cette conférence a été convoquée par le Soviet à la suite de l'affaire Kornilof. C'est la troisième assemblée que tiennent, depuis moins de quatre mois, les organisations révolutionnaires.

La fréquence de ces réunions et le caractère même de leurs débats qui, après une longue suite de discours, n'aboutissent qu'à des résolutions plus théoriques que pratiques, et surtout peu suivies d'effets, enlèveraient d'avance une partie de son intérêt à la nouvelle conférence démocratique, si celle-ci ne devait traiter une question de politique intérieure des plus importantes dans les moments actuels.

La crise ministérielle que le mouvement Kornilof a amenée n'a reçu depuis lors qu'une solution provisoire.

De nouvelles démissions ont encore dérangé le cabinet qui ne présente plus aujourd'hui qu'une forme réduite.

La conférence démocratique doit précisément se prononcer sur sa reconstitution et décider s'il y a lieu de laisser en fonctions un ministère de coalition ou de faire entièrement passer le pouvoir aux mains des socialistes.

Deux votes tout récents et contradictoires,



M. AVKSENTIEV
président du conseil des délégués
des paysans

l'un du Soviet de Petrograd, l'autre du Comité central des Soviets, ont repoussé et admis respectivement la collaboration des fractions socialistes avec les partis bourgeois.

On peut donc prévoir qu'une résolution définitive sera prise par la conférence. On croit que les socialistes auront la majorité dans le cabinet.

La conférence peut donc amener une nouvelle étape dans le gouvernement de la nation et un changement dans la position des partis.

Tout le gouvernement provisoire, avec M. Kerensky en tête, a assisté à la première séance, dans la loge impériale.

L'Allemagne dément qu'elle ait remis une « note verbale » sur la Belgique

Ce nouvel imbroglio semble marquer un recul du chancelier devant les protestations des pangermanistes.

Quel est ce nouvel imbroglio? Le gouvernement impérial a fait démentir hier qu'il eût remis au nonce, à Munich, une « note verbale » exposant les conditions qu'il met à l'évacuation de la Belgique. La question est de savoir d'abord sur quoi porte ce démenti, et ensuite à quoi il tend.

Le gouvernement impérial veut-il dire littéralement qu'il n'a jamais envoyé aucun papier à Munich? On sait, en effet, que, par une bizarrerie du langage diplomatique, une note verbale est, en réalité, une note écrite. Il est donc possible que le représentant de l'Allemagne se soit contenté d'informer oralement le nonce du point de vue de son gouvernement sur la question belge, sans laisser de document entre ses mains. L'Allemagne affectionne ce genre d'informations verbales qui ne laissent pas de traces. Il y a un précédent fameux dans la visite que fit M. de Schoen au Quai d'Orsay un certain jour de juillet 1914.

Le démenti allemand porterait, dans cette hypothèse, sur une question de forme.

On doit remarquer, en effet, que les journaux allemands arrivés hier à Berne ne mentionnaient pas, au sujet de la Belgique, les conditions du chancelier telles qu'elles ont été publiées en France. La seule pièce de provenance allemande que l'on possède est le communiqué de l'agence Wolff que nous avons donné. Ce communiqué, qui avait les allures d'une note officielle, confirmait, sur le fond, en termes à peine

Plusieurs membres du corps diplomatique étaient dans deux loges mises à leur disposition par le comité d'organisation. Ce comité, composé en majorité de maximalistes, avait décidé tout d'abord de ne



M. TERESTCHENKO
ministre russe des Affaires étrangères

pas admettre les diplomates à la réunion, considérant qu'elle n'aurait pas le caractère d'une conférence d'Etat. Puis il est revenu sur sa décision.

C'est M. Tchekidze, président du comité central exécutif du Soviet, qui déclara la conférence ouverte et prononça le discours d'inauguration.

Il expliqua les motifs de la convocation de la conférence, notamment la situation extrêmement grave du pays, la nécessité urgente de la constitution d'un pouvoir révolutionnaire responsable devant tous les éléments sur lesquels il pourrait s'appuyer.

M. Avksentiev, président du conseil des délégués des paysans, dit à son tour que le moment est venu où la démocratie doit recueillir toute sa sagesse politique pour sauver les conquêtes de la révolution menacées par une catastrophe irréparable si elle n'est pas conjurée maintenant.

M. Terestchenko ne démissionne pas

M. Terestchenko, ministre des Affaires étrangères de Russie, fait démentir catégoriquement qu'il ait donné sa démission ou qu'il ait l'intention de la donner. En accord intime avec M. Kerensky, il reste comme lui fidèle à l'idée d'un ministère de concentration orienté vers les éléments sains et modérés du peuple russe. Cependant, avant de procéder à la formation de ce ministère, M. Kerensky et ses amis attendent les résultats de la conférence démocratique convoquée par le Soviet et qui vient de s'ouvrir à Petrograd.

A cette conférence, qui sera le théâtre d'une lutte peut-être décisive entre les deux tendances de la révolution, M. Tchernof et ses partisans feront tous leurs efforts pour écarter Kerensky afin de constituer un gouvernement entièrement socialiste où les maximalistes domineraient.

M. Tchernof se défend cependant de nourrir, en cas de succès, des projets de paix séparée.

différents, ce qu'avait dit la presse française des intentions de l'Allemagne, non seulement, par exemple, à propos de la séparation administrative de la Flandre et de la Wallonie, mais encore au sujet des garanties exigées par Berlin pour admettre la « sincérité » de la neutralité belge.

Mais il importe de rechercher si le gouvernement impérial n'a pas eu un autre dessein. L'obscurité même de sa rectification donne à penser que, peu satisfait de l'impression produite tant à l'intérieur qu'au dehors par son projet de règlement de la question belge, il aurait cherché à revenir en arrière et à se dégarer.

La rumeur d'après laquelle il songeait à renoncer à la Belgique, même à des conditions inacceptables pour l'Entente, a déterminé en effet une nouvelle levée de boucliers des pangermanistes. Le chancelier a-t-il reculé devant l'opposition du parti annexionniste, dont l'amiral Tirpitz vient d'exprimer les idées dans une réunion de la ligue de la « Patrie allemande »? Cette opposition est soutenue par Hindenburg et par Ludendorff. Les engagements que le docteur Michaelis a pris envers l'état-major rendent vraisemblable qu'il ait cédé aux militaires, auxquels il doit son poste.

En tout cas, il sera évident que l'Allemagne ne peut se résoudre à jouer franc jeu. Elle entame bien mal ses tractations pour la paix, et ce ne sont pas de pareils procédés qui donneront aux Alliés cette confiance que le président Wilson exige comme une condition essentielle. Nous verrons aussi comment le Reichstag s'accommodera de toutes ces déformations de sa motion de paix.

Jacques BAINVILLE.

LES AMIS DU PRÉSIDENT MONIER TROUVENT RÉPONSE A TOUTES LES ATTAQUES

Ce qu'ils disent à propos de Bolo pacha, de Rosenberg, de Margulies, etc.

Quant au président lui-même, il observe la plus complète réserve en attendant le retour de M. le procureur général Bulot.

Nous avons annoncé hier que M. le ministre de la Justice, d'accord avec ses collègues du cabinet, avait décidé d'invoquer le procureur général près la cour de cassation à informer en vue de renvoyer M. Monier devant le conseil suprême de la magistrature pour imprudences et fautes professionnelles.

M. le premier président se retranche naturellement dans le mutisme le plus complet, et nous avons publié, hier, la note par laquelle il déclarait, à son grand regret, ne pouvoir s'exprimer que devant ses pairs.

Nous pouvons cependant trouver un aperçu de la défense de M. Monier dans la conversation qu'eut un de ses intimes avec un rédacteur du *Petit Parisien*.

Cet ami des bons et des mauvais jours s'indigne de la calomnie qui s'acharne sur celui qu'il considère comme un magistrat ayant toujours fait tout son devoir.

Sur le chapitre des relations amicales entretenues par M. Monier avec Bolo pacha, l'ami s'explique ainsi :

« M. Monier connaissait Bolo bien avant la guerre et il a mis tout en œuvre pour tirer au clair ce qui, dans le passé de cet homme, pouvait paraître suspect. »

« Dans ces conditions, le président ne pouvait que continuer à accorder sa confiance à cet homme. Sans doute il n'hésita point à lui donner parfois des conseils ; même il annota de sa main certains contrats que lui avait soumis Bolo ; mais, en référé, au tribunal, combien de fois avait-il agi de même pour des plaideurs ! »

« C'est tout, sauf cependant l'apport d'un contrat signé à l'insu du magistrat, obtenu sans son consentement par l'entremise de Bolo, et qui devait, après sa retraite, le faire entrer dans le conseil d'administration d'une importante et très honorable société. Le président n'a même pas pris garde à ce contrat. »

Passant ensuite aux rumeurs suivant lesquelles M. Monier serait convaincu d'avoir favorisé les affaires Rosenberg, Margulies, etc., le défenseur du président défie qui que ce soit de prouver l'intervention de son ami en faveur de ces gens :

« S'il est actionnaire de certaines affaires, il l'est de ses deniers personnels. »

Tel est le résumé de la défense que, d'après ses amis, M. le président Monier présentera devant le conseil supérieur de la magistrature.

Le conseil supérieur de la magistrature

La cour de cassation, en vertu de l'article 13 de la loi de 1883, constitue le conseil supérieur de la magistrature. Elle ne peut statuer en cette qualité que toutes chambres réunies. Le procureur général près la cour de cassation représente le gouvernement devant le conseil supérieur.

La compétence particulière du conseil supérieur de la magistrature est déterminée par l'article 14, paragraphe 1, de la loi du 30 août 1883. Elle s'étend aux premiers présidents, présidents de chambre, conseillers de la cour de cassation et de la cour d'appel, présidents, vice-présidents et juges suppléants de première instance et de paix. Le pouvoir disciplinaire conféré à la cour de cassation s'exerce, comme on le voit, sur ses propres membres et sur tous les magistrats qui composent les cours d'appel et les tribunaux inférieurs.

M. Bulot, procureur général près de la cour de cassation, absent de Paris, a été, à la suite de la décision du garde des Sceaux, rappelé d'urgence. C'est à lui qu'il appartient de réunir les trois chambres de la cour suprême et de les mettre au courant des poursuites.

Un conseiller rapporteur est désigné pour étudier l'affaire. Sur une nouvelle convocation, le conseil supérieur se réunit à nouveau pour entendre la lecture du rapport et décider s'il y a lieu à poursuite. Dans l'affirmative, le magistrat qui en fait l'objet comparait en personne devant le conseil supérieur où il peut se faire assister d'un avocat. Cette comparution a lieu à huis clos.

Le premier président Monier, si le procureur général décide de le déférer devant le tribunal de ses pairs, pourrait encourir, si les fautes qui lui sont reprochées étaient établies, les peines disciplinaires suivantes : 1° La censure simple ; 2° la censure avec réprimande, comportant privation de traitement pendant un mois ; 3° la suspension provisoire avec privation de traitement pendant toute la durée de la suspension ; 4° la déchéance du magistrat.

La maladie de Bolo pacha

M. Jacques Bonzon, chargé par Bolo pacha du soin de présenter sa défense, s'est rendu, hier matin, au Grand Hôtel. Quoique très gravement malade, Bolo pacha a eu un assez long entretien avec son défenseur. Il a affirmé à celui-ci qu'il était décidé à recourir à tous les moyens en son pouvoir pour faire toute la lumière sur l'inculpation d'intelligence avec l'ennemi dont il est l'objet et faire éclater sa complète innocence.

M. Jacques Bonzon est ensuite venu au Palais où il s'est entretenu avec le capitaine Bouchardon, lui demandant de reprendre au plus vite les interrogatoires de Bolo pacha. Ce à quoi le capitaine Bouchardon répondit :

« J'ai envoyé, aujourd'hui même, le docteur Socquet pour examiner l'état de santé de Bolo pacha. Le médecin-expert m'ayant déclaré que la crise d'urémie dont le malade souffre actuellement était telle qu'il ne pouvait se rétablir de sa vie pour le cas où je persisterais à vouloir aller l'interroger, il convient donc d'attendre, à moins que Bolo pacha n'insiste pour ne faire appel. »

D'autre part, le professeur Legris, qui le soigne, n'a pas caché que l'état de Bolo pacha ne s'était nullement amélioré en dépit d'une médication des plus énergiques. Ajoutons encore qu'il nous parvient que Margulies, l'ami de Bolo pacha, est également gravement malade et qu'il est soigné à l'infirmerie de la maison d'arrêt de Nice.

M. TURMEL, FORT AGITÉ, ARPENTE LES COULOIRS DU PALAIS DE JUSTICE

Il parle à nouveau de déposer une interpellation à la Chambre.

C'est qu'il ne peut trouver aucun huissier pour sommer le juge d'instruction de lui donner satisfaction.

Décidément ce n'est plus le maquis de la procédure, c'est du pur vaudeville !

Hier après-midi, M. Turmel accompagné de M. Jacques Bonzon s'est présenté chez le juge Gilbert pour lui faire sommation d'avoir à rendre une ordonnance sur les conclusions de jonction qu'il avait déposées entre ses mains mercredi. Le magistrat instructeur s'y étant formellement refusé, le député des Côtes-du-Nord et son défenseur se sont mis à la recherche dans toutes les galeries du Palais d'un huissier qui voudrait bien accepter de notifier la sommation au juge. Aucun ne voulut y consentir. Suant, soufflant, tempêtant après cette course de deux heures à travers les dédales du Palais, M. Turmel et M. Bonzon se résolurent à adresser à M. Servin, président du tribunal civil de la Seine, la requête suivante :

Paris, ce 28 septembre 1917.

Monsieur le président,

Obligés d'engager de toute urgence, à l'égard de M. le juge d'instruction Gilbert, une action strictement légale et qui doit s'appuyer sur les articles 505, 506 et 507 du code de procédure civile, nous n'avons pu arriver à trouver un huissier qui acceptât de remplir sa fonction en instrumentant pour nous.

Nous venons vous demander d'en commettre un immédiatement, de façon à ce que mon action à moi Turmel s'engage dès aujourd'hui contre M. le juge Gilbert.

Veuillez croire, monsieur le président du tribunal, à nos sentiments distingués.

A cette requête était joint le texte de la sommation :

Attendu, dit-elle, que le 26 septembre 1917, M. Turmel, assisté de son défenseur, a, juridiquement à tout examen de la plainte dirigée par lui contre M. Cousin et pour laquelle M. Gilbert venait de le recevoir partie civile, déposé entre les mains du juge une requête rédigée sur papier timbré et par laquelle la partie civile requerrait une ordonnance de jonction des causes.

Attendu que, par les journaux de ce matin, M. Turmel et son défenseur ont appris que M. Gilbert entendait ne pas même répondre dans la forme légale à ladite requête, ne rendre aucune ordonnance et passer outre.

Attendu que des renseignements puisés dans la presse peuvent être invoqués en la présente affaire, puisque celle-ci a été mise à l'instruction par le procureur général à la suite d'une interview de M. Turmel, relative à la possession des 25.000 francs.

Attendu que ces faits constituent le déni de justice — et la sommation cite des références — fait sommation à M. Gilbert de rendre une ordonnance pour répondre à ses conclusions.

Malgré les démarches répétées de M. Bonzon auprès du président du tribunal pour obtenir la désignation d'un huissier, M. Servin lui déclara ne pouvoir y faire droit.

M. Jacques Bonzon s'est immédiatement rendu à la chancellerie pour protester auprès du garde des Sceaux, tandis que M. Turmel menaçait M. Gilbert d'une interpellation pour entraves apportées à l'instruction.

En vertu de l'article 506 du code de procédure civile, les juges peuvent être pris à partie, s'il y a déni de justice, c'est-à-dire si les juges refusent de répondre à des requêtes.

C'est assez fréquemment que des prises à partie ont été signifiées, mais, dans les annales judiciaires, on constate que depuis 1806 jamais aucune d'elles n'a abouti.

Dans la matinée, M. Gilbert avait entendu comme témoin un huissier de la Chambre qui lui a répété un propos d'après lequel M. Turmel aurait déclaré, au début de l'enquête officieuse de la questure, que l'enveloppe contenait 25.000 francs.

Aujourd'hui, le magistrat entendra divers autres témoins.

LE "TIP" remplace le Beurre

Ag. Pellerin, 82, r. Rambuteau (210 le 1/2 kg.)

Une conversation avec Essad pacha



ESSAD PACHA PHOTOGRAPHIÉ, HIER, A SON HOTEL

Essad pacha, l'organisateur des forces albanaises, dont nous avons annoncé la présence à Paris, nous a accordé hier quelques instants d'entretien.

Il nous a dit le profond attachement de toute l'Albanie à la France et à la cause des Alliés, l'esprit de révolte de ses compatriotes contre l'Autrichien oppresseur, et sa foi dans une libération prochaine.

Après avoir pris un repos nécessaire par son état de santé, il retournera directement dans son pays afin de reprendre le commandement de ses troupes.

C'est avec la meilleure grâce qu'il a bien voulu poser pour *Excelsior*. Notre photographie le représente en tenue de campagne. Sur sa poitrine sont épinglées de nombreu-

L'AUTRE JOUR, EN DINANT, M. ROOSEVELT FIT UNE CURIEUSE RÉVÉLATION

En 1902, l'Allemagne, menaçante, avait dû baisser pavillon.

C'était à propos de l'occupation « provisoire » du Venezuela que le kaiser prétendait réaliser sans l'agrément des États-Unis.

LONDRES, 28 septembre. — On mande de Chicago :

Au cours d'un dîner qui lui a été offert, M. Roosevelt a raconté pour la première fois ce qui s'est passé aux conférences secrètes qui eurent lieu entre lui et l'ambassadeur d'Allemagne en 1902, lorsque l'Allemagne proposa d'occuper « provisoirement » le Venezuela, proposition qui menaçait de faire éclater la guerre entre les États-Unis et l'Allemagne.

M. Roosevelt fit venir l'ambassadeur d'Allemagne et lui dit :

« Cette affaire du Venezuela a duré assez longtemps. Je ne saurais la laisser arriver à un point où elle pourrait causer des difficultés aux États-Unis. »

Il fit alors remarquer à l'ambassadeur que l'Allemagne avait, près du Venezuela, une escadre qui menaçait l'entrée du futur canal de Panama, et il demanda ce que l'Allemagne entendait par une occupation provisoire, ajoutant :

« Je ne veux point de bail à quatre-vingt-dix-neuf ans. »

L'ambassadeur répondit qu'il n'était pas libre de discuter une question aussi importante et la conférence prit fin. M. Roosevelt déclara en concluant :

« Dites à votre gouvernement qu'il doit soumettre cette question à l'arbitrage dans un délai de dix jours, ou bien j'envoierai l'amiral Dewey là-bas. »

L'ambassadeur répondit :

« Je ne puis pas envoyer un tel message, et je ne crois pas que vous songiez à ce qu'il signifie. »

« Vous voulez dire qu'il signifie la guerre ? »

« Je ne veux pas dire ce que je pense, répondit l'ambassadeur. »

« Nous possédons là-bas, ajouta M. Roosevelt, les seuls points où vous ne puissiez pas nous livrer combat. »

Et il lui montra sur la carte que les États-Unis occupaient les positions dominantes. « Lorsque l'ambassadeur se fut retiré, conclut M. Roosevelt, j'ordonnai à l'amiral Dewey de se tenir prêt à partir au premier ordre. »

Une semaine plus tard, l'ambassadeur revint et déclara qu'il n'avait pas osé envoyer mon message. Je lui dis alors que j'allais donner à l'amiral Dewey l'ordre de partir dans 48 heures. Il me répondit : « Ce sera terrible pour votre pays. » « Oui, répondis-je, mais ce sera bien plus terrible encore pour le vôtre. »

Dans un délai de 36 heures, l'ambassadeur déclara qu'il avait reçu des instructions disant que l'Allemagne consentait à l'arbitrage ! » (Radio.)

Le bureau de la Chambre va s'occuper des « fuites » du comité secret

Nous avons signalé ici, dès le lendemain du dernier comité secret, l'intervention de M. Fernand Rabier, député du Loiret, qui, lors d'une séance à huis clos, avait déclaré que des comptes rendus des délibérations de la Chambre circulaient tous les soirs dans des établissements du boulevard et étaient offerts dans certains milieux diplomatiques et financiers.

Un mouvement se dessina dès lors pour réclamer la lumière sur les fuites signalées. Et on vit des députés d'opinions les plus diverses, tels que M. Maurice Barrès et M. Marcel Sembat, proclamer la nécessité d'une enquête.

La présidence et la questure de la Chambre se sont émuës à leur tour. Tout le bureau de l'Assemblée est, en effet, convoqué pour mardi en vue de s'occuper des fuites signalées et d'envisager les mesures propres à en faire découvrir les auteurs.

LES CONTES D'EXCELSIOR

L'ENNEMI

PAR

ÉDOUARD SERPETTE

Voici ma dernière lettre : elle vous est destinée, Marie-Anne. Elle vous portera ma pensée au moment de mourir, ma pensée toute pleine de vous, empoisonnée par votre souvenir.

Je viens de rentrer de permission, de cette permission que j'ai réduite à quelques heures à peine, tant il était douloureux de me retrouver seul partout où nous avions été. Je me vous en veux point de m'avoir abandonné, d'avoir emmené les enfants, nos enfants ; sans doute n'ai-je pas su bien me protéger contre l'absence, nous protéger, eux, vous et moi. Il n'est pas nécessaire que je sache ; je suis parti, l'autre jour, sans vouloir savoir ; il me suffit d'imaginer : un autre, que je n'ai pas à juger, puisque vous l'avez élu, s'est présenté, qui vous a poussée à vous en aller. Votre intérêt n'était pas en jeu ; votre sentiment, peut-être — mille sourdes puissances auxquelles vous ne commandez point, certainement.

J'ai beaucoup réfléchi à ces choses, Marie-Anne, avant de m'arrêter à une fin qui surviendra tout à l'heure. Je serais auprès de vous, je pourrais m'attacher à vous reprendre : je suis sûr que vous comprendriez votre égarement. Mais que faire d'ici, loin, sans cette possibilité pour vous de venir vous réfugier en moi au moindre trouble, de vous blottir, toute petite, et de vous sentir vraiment garantie contre vous-même ? Comment, soldats, pouvons-nous nous défendre de cet ennemi de nos foyers, l'éloignement ? Comment en triompher si vous, qui restez, ne nous aidez pas ? Mais sans doute aurais-je dû vous instruire, vous faire confiance ; or j'ai commis cette folie de me croire assez fort, tout seul ; j'ai prétendu vous posséder complètement, absolument ; j'ai osé imaginer vous connaître, comme si, tout au fond, on pouvait jamais avoir la vanité de cette pénétration totale, même pour l'être le plus cher...

Pourtant, Marie-Anne, tu m'as aimé, toi, farouchement ; et tu ne sens plus rien de cet amour. Pour moi, vois-tu, parce que ma foi en toi a été déçue, de manière irrémédiable, je ne peux plus vivre. Peut-être, si j'avais, au lieu de sentimentalité, parfois au lieu de mysticisme, employé plus de rudesse, presque de la brutalité, peut-être rien ne serait-il arrivé. Mais ce n'est point là ma nature et trois années de guerre ne l'ont point modifiée. Il me répugnerait d'ailleurs de me voir jouer au bouffon ; je préfère être vrai, dussé-je en souffrir mortellement.

Depuis ces quelques jours que j'achève de passer au milieu de mes hommes au repos, j'ai fait de sérieux retours sur moi-même : j'accusais de vilenies insignifiantes tous ceux-là, de l'arrière, qui me semblaient n'avoir qu'un appétit : jouer. Je me suis rendu compte : s'ils sont « décalés », nous le sommes aussi, terriblement ; et si nous valons un peu du point de vue héroïque, ils ne peuvent pas comprendre. Toi non plus, Marie-Anne, tu ne peux pas comprendre. Je souhaite, oh ! du fond du cœur, que tu ne comprennes jamais : tu y perdrais l'équilibre que tu dois avoir, puisque tu t'y complais, maintenant.

Tout à l'heure, je monterai aux lignes ; cette nuit, il faut que j'aie connaissance de la position du bataillon ; je ferai moi-même cette observation des réseaux et des postes avancés. Si vous recevez cette lettre, vous saurez que la fortune ne m'a pas servi. Ce ne sera pas du désespoir, oh ! non, ce serait imbécille. Ce ne sera pas du sacrifice à quelque labeur mystérieux. Ce sera mieux et plus intime : la satisfaction de ma conscience, que j'ai développée aussi pleinement que je l'ai pu. Mais je veux que vous ne conserviez aucune tristesse ; je ne vous garde aucune haine. J'ai réussi même à tuer le souvenir des heures passées dans notre chez-nous vide ; je ne me souviens plus que des moments de définitive harmonie que nous avons partagés dans notre amour. J'y crois toujours, et je pense comme je penserai — ça, je te le promets — à la dernière heure : elle m'a donné une douleur bien profonde dont je meurs, mais je la bénis, cette douleur, puisqu'elle vient d'elle, et qu'elle est encore de l'amour, son amour...

Édouard SERPETTE.

Grand débat, à la Chambre, sur le ravitaillement

Le grand débat annoncé sur le ravitaillement s'est ouvert hier, à la Chambre, par trois discours de MM. Victor Boret, Routhier et Abel Lefèvre, qui interpellèrent, sur cette importante question, M. Maurice Long, le successeur de M. Viollette au « carrefour des difficultés ».

La discussion fut intéressante ; M. Victor Boret, qui est l'auteur de plusieurs rapports très documentés sur la question du blé et des céréales, apporta à la tribune des précisions qui montrèrent la gravité du problème. L'utilisation des grains secondaires et le blutage à 85/00 sont impopulaires. Le pain à 85 a été un pain de fortune, qui nous a permis de faire la soudure. Mais certains minotiers ont mélangé à la farine toutes sortes de produits, certains boulangers l'ont tamisée, d'autre part, pour en faire des biscuits, fabriquant le pain ordinaire avec les résidus. Il faut donc abandonner le pain à 85, cela d'autant plus qu'on le gaspille chaque jour davantage.

M. Victor Boret s'est montré hostile au carnet de pain, qui ne fera réaliser aucune économie et exigera une comptabilité compliquée.

Le ministre du Ravitaillement répondra aujourd'hui aux interpellateurs.

BÉNÉDICTINE "la GRANDE LIQUEUR FRANÇAISE" TONIQUE DIGESTIF

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

UN COMLOT ALLEMAND DÉJOUÉ AUX ÉTATS-UNIS

On arrête à New-York plus de cent Allemands qui avaient projeté de faire sauter des usines.

NEW-YORK, 28 septembre. — L'arrestation, hier, de plus de 100 Allemands dans la ville de New-York, a fait avorter le complot ourdi par des agents de l'ennemi dans les pays neutres et ayant pour but de faire sauter les fabriques de munitions et les arsenaux nationaux des États-Unis et de se livrer, sur une grande échelle, au sabotage des chantiers et ateliers de construction de machines de guerre.

Presque toutes les arrestations ont été suivies de perquisitions qui ont amené la découverte d'une grande quantité de « carborundum pulvérisé », dont une très petite quantité suffit pour mettre hors de service le mécanisme délicat utilisé dans l'outillage des fabriques de munitions.

La découverte du complot remonte à plusieurs mois déjà.

L'arrestation, en Norvège, d'un agent allemand ayant en sa possession des crayons explosifs et d'autres munitions d'une tige de carborundum à la place de plombs de graphite, avait permis de recueillir de précieuses informations. Cet agent avait expédié à des mécaniciens allemands, dans les pays en guerre avec l'Allemagne, une certaine quantité de ce carborundum.

Un communiqué officiel annonce que le département de la marine, conjointement avec les services de la police secrète, surveillait depuis plusieurs mois un assez grand nombre de sujets d'origine ennemie, dont l'arrestation vient d'être effectuée. Nombre de ces agents étaient employés dans des fabriques de munitions et fréquentaient assiduellement les zones prohibées par le gouvernement.

Un communiqué spécial à la presse demande aux journaux de s'abstenir soigneusement d'indiquer l'adresse des fabriques et des chantiers où ont eu lieu les arrestations.

M. Painlevé confère avec M. Lloyd George

Leur entretien a fait ressortir l'entente parfaite de la France et de l'Angleterre.

On nous communique la note suivante :

M. Painlevé, président du conseil, ministre de la Guerre, accompagné du major général Foch, a rencontré mardi, à 7 heures du matin, à Boulogne-sur-Mer, M. Lloyd George qu'accompagnait le général Robertson, chef d'état-major général.

L'entretien, qui a porté sur la situation militaire, a fait ressortir l'entente parfaite des deux gouvernements.

Un anarchiste décoré de la croix de guerre

M. Louis Maitrejean, un des héros de l'affaire Bonnot, vient de recevoir la croix de guerre.

Après avoir été l'ancien anarchiste, revenu à des idées plus saines, fait admirablement son devoir et qu'il a été blessé trois fois.

Honneur à un brave revenu dans le droit chemin après le détournement.

M. MICHAELIS A PARLÉ HIER A LA COMMISSION DU REICHSTAG

« Je dois renoncer, pour le moment, à-t-il déclaré, à préciser nos buts de guerre et à nommer nos négociateurs »

Von Kuhlmann, prenant la parole après le chancelier, a avoué que la réponse allemande à Benoît XV avait bien été suivie d'une note verbale

BALE, 28 septembre. — La grande commission du Reichstag a commencé aujourd'hui la discussion des questions de politique étrangère.

La commission a commencé par la discussion de la réponse à la note pontificale ; elle a discuté ensuite la question belge en séance secrète.

Le chancelier a pris le premier la parole au milieu de l'attention générale pour faire un rapport sur la situation politique générale.

Il a parlé d'abord des relations satisfaisantes de l'Allemagne avec les neutres, qui, malgré les grands efforts de la presse ennemie pour les envenimer, n'ont pas pu être troublées.

« Les difficultés financières et économiques de la France, a-t-il dit, vont en augmentant. La misère économique et toutes ses conséquences sur la politique intérieure se font sentir encore plus vivement en Italie. »

En Angleterre, la guerre sous-marine exerce son influence d'une manière certaine, inexorable.

« La seule illusion trompeuse de voir l'Allemagne se diviser sous le poids de la guerre ne nous empêche pas de maintenir et d'annoncer des buts de guerre qui ne sont nullement en rapport avec la situation politique et économique en Allemagne. »

M. Michaelis continue :

« Aux États-Unis, le gouvernement cherche, par tous les moyens, même par un terrorisme inouï, à éveiller l'humeur guerrière de vastes cercles auxquels elle fait encore complètement défaut. L'Allemagne attend avec calme et confiance l'entrée en jeu des forces militaires des États-Unis. »

En Russie sévit une crise économique ; les moyens de transports, entre autres, n'y répondent nullement aux exigences du présent. »

À propos de la note pontificale, le chancelier a déclaré que la réponse de l'Allemagne fut approuvée par ses amis et ses alliés.

« Elle mit visiblement dans l'embarras la plupart de nos ennemis. On comprend difficilement comment ceux qui connaissent la situation internationale et les usages internationaux purent jamais se figurer qu'il nous serait possible de donner, dans une déclaration publique unilatérale, la solution de questions si complexes et si importantes, qui se rattachent à la question générale des conditions de paix, qui ne peuvent s'en séparer et qui ne pourraient être discutées que lors des négociations de paix. »

« Une telle déclaration serait toute à notre désavantage ; elle ne pourrait atténuer que compliquer le problème et nuire aux intérêts de l'Allemagne ; elle ne nous rapprocherait nullement de la paix ; elle aurait,

au contraire, certainement prolongé la guerre. »

« Je dois renoncer, pour le moment, à préciser nos buts de guerre et à nommer nos négociateurs. »

En terminant, le chancelier s'est élevé contre la réponse du président Wilson au pape.

« La tentative du président Wilson, a-t-il dit, pour semer la discorde entre le peuple et le gouvernement allemands, n'a aucune chance de réussir. La note du président Wilson a eu un résultat tout opposé à celui qu'elle cherchait ; elle a uni davantage les Allemands dans la ferme volonté de s'opposer énergiquement et vigoureusement à toute ingérence étrangère dans leurs affaires. »

(Havas.)

A bien eu une note verbale

ZURICH, 28 septembre. — A la grande commission du Reichstag, M. von Kuhlmann, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a pris la parole après le docteur Michaelis et a déclaré que la remise de la réponse du gouvernement allemand à la note du pape avait été accompagnée de remarques verbales. (Radio.)

M. Terestchenko dit ce qu'il faut penser de la paix allemande

La réponse de l'Allemagne, déclare-t-il, n'apporte aucun éclaircissement à l'état de choses actuel.

PETROGRAD, 28 septembre. — Le ministre des Affaires étrangères, M. Terestchenko, a reçu aujourd'hui les représentants de la presse, auxquels il a fait connaître son sentiment sur la réponse des empires centraux à la note pontificale.

Après avoir constaté que le gouvernement de Berlin, contrairement à la résolution du Reichstag, ne renonce pas à la paix allemande, le ministre des Affaires étrangères russe a conclu ainsi :

« En somme, les réponses allemandes n'apportent aucun éclaircissement à l'état de choses actuel. »

« Les buts de guerre communs que poursuivent les Alliés ont été nettement formulés dans la réponse du président Wilson à la note du pape. »

« De son côté, la Russie, renouée, a fait connaître les principes pour lesquels lutte le peuple libre de la Russie. »

« A tout cela l'Allemagne n'a fait aucune déclaration ouverte et franche ; elle poursuit toujours un jeu énigmatique, proclamant que la force prime le droit et attendant le moment où elle pourra consolider ses conquêtes réalisées par la force. »

HINDENBURG N'ADMETTRA AUCUNE RESTITUTION

Il repousse catégoriquement l'idée de rendre même une portion de l'Alsace-Lorraine.

GENÈVE, 28 septembre. — Le grand quartier général allemand, qui, en présence des événements de Russie, exerce plus que jamais une influence prépondérante sur la politique de l'empire, a laissé savoir qu'il repousse catégoriquement l'idée de rétroceder à la France une portion quelconque de l'Alsace-Lorraine. Il n'admettra pas le déplacement d'un seul poteau-frontière.

Cette déclaration vient s'ajouter à la nouvelle qui a été publiée le 22 par la Gazette du Rhin et de Westphalie, et d'après laquelle le gouvernement impérial a renoncé à transformer l'Alsace-Lorraine en un Etat confédéré.

Il apparaît ainsi que l'Allemagne est résolue à ne faire aucune concession, même purement apparente, au sujet de l'Alsace-Lorraine.

Le chancelier, dont le maintien en fonctions dépend entièrement du grand quartier général, ne saurait manquer de se conformer à cette politique intransigeante.

Bourse de Paris du 28 septembre 1917

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 0/0 non libéré	88 25	88 30	100 0/0	100 00	100 00
5 0/0 libéré	88 25	88 30	100 0/0	100 00	100 00
5 0/0 amort.	88 25	88 30	100 0/0	100 00	100 00
3 0/0	88 25	88 30	100 0/0	100 00	100 00
3 1/2	88 25	88 30	100 0/0	100 00	100 00
Tunis 1892	335	335	100 0/0	100 00	100 00
Afrique Occident.	372	370	100 0/0	100 00	100 00
1895	546 50	546 50	100 0/0	100 00	100 00
1897	383	381 50	100 0/0	100 00	100 00
1899	261 25	264	100 0/0	100 00	100 00
1900	305	304	100 0/0	100 00	100 00
1903	329 50	329	100 0/0	100 00	100 00
1904	328	327	100 0/0	100 00	100 00
1905	326 25	327	100 0/0	100 00	100 00
1906	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1907	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1908	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1909	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1910	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1911	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1912	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1913	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1914	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1915	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1916	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1917	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1918	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1919	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1920	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1921	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1922	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1923	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1924	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1925	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1926	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1927	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1928	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1929	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1930	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1931	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1932	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1933	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1934	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1935	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1936	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1937	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1938	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1939	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1940	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1941	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1942	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1943	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1944	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1945	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1946	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1947	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1948	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1949	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1950	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1951	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1952	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1953	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1954	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1955	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1956	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1957	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1958	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1959	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1960	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1961	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1962	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1963	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1964	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1965	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1966	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1967	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1968	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1969	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1970	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1971	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1972	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1973	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1974	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1975	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1976	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1977	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1978	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1979	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1980	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1981	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1982	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1983	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1984	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1985	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1986	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1987	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1988	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1989	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1990	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1991	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1992	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1993	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1994	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1995	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1996	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1997	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1998	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
1999	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2000	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2001	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2002	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2003	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2004	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2005	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2006	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2007	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2008	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2009	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2010	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2011	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2012	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2013	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2014	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2015	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2016	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2017	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2018	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2019	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2020	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2021	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2022	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2023	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2024	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2025	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2026	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2027	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2028	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2029	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2030	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2031	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2032	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2033	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2034	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2035	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2036	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2037	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2038	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2039	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2040	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2041	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2042	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2043	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2044	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2045	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2046	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2047	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2048	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2049	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2050	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2051	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2052	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2053	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2054	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2055	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2056	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2057	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2058	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2059	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2060	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2061	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2062	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2063	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2064	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2065	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2066	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2067	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2068	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2069	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2070	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2071	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2072	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2073	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2074	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2075	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2076	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2077	326 75	327	100 0/0	100 00	100 00
2078	326 7				

UN MARIAGE PITTORESQUE EN ANGLETERRE

LES COURS

S. M. la reine d'Espagne s'est rendue, à Saint-Sébastien, à un grand déjeuner offert par la duchesse de Medinaoelli et la duchesse de Altiaga.

Les autres convives étaient : duc et duchesse de Montellano, duc et duchesse de La Victoria, duchesse de San Carlos, prince de Beauvau-Craon, attaché en mission à l'ambassade de France ; M. de Perez de Guzman.

CORPS DIPLOMATIQUE

Le prince Borghese, conseiller de l'ambassade d'Italie à Londres, a donné un dîner en l'honneur du capitaine marquis Giulio Laureati, de l'aviation italienne — qui vient d'accomplir de Turin à Londres le raid aérien dont nous avons parlé.

INFORMATIONS

Le duc d'Albe, le duc de Bronte et le duc de La Roca sont en ce moment à Paris.

MARIAGES

En l'église Notre-Dame-de-France, à Londres, a été béni hier le mariage de Mlle Elisabeth de La Panouse, fille du général vicomte de La Panouse, attaché militaire à l'ambassade de France en Angleterre, et de la vicomtesse, née de Wendel, avec le comte Alphonse de La Bourdonnaye, capitaine d'infanterie, fils du marquis de La Bourdonnaye, décédé, et de la marquise de La Bourdonnaye. Les témoins de la mariée étaient : S. Exc. M. Cambon, ambassadeur de France à Londres, et M. de Fleuriat, conseiller de l'ambassade. Ceux du marié : le colonel Fal-jade et le comte de Montholon.

Le mariage civil avait eu lieu l'avant-veille, en l'hôtel de l'ambassade. M. Khan, consul général de France, procéda à la cérémonie.

On y remarquait : vicomte, vicomtesse de La Panouse, Mlle de La Panouse, M. Arthur de La Panouse, M. Humbert de Wendel, marquise de La Bourdonnaye, comtesse de Montholon, comte, comtesse de Kergorlay, comte de Noailles, comte de Douville-Maillefeu, comte d'Eril, vicomte de Ribes, général et Mme Lake, comte P. de Barante, contre-amiral baron Mercier de Lostende, MM. de La Chaussée, Roger Cambon, de la Garenne, etc., etc.

DEUILS

Les obsèques de M. Henri de Stucklé ont eu lieu hier, à dix heures et demie, dans l'église de Croissy, comme nous l'avions annoncé.

De très nombreux amis avaient tenu à accompagner, dans ces circonstances particulièrement douloureuses, le baron et la baronne de Stucklé jusqu'au cimetière de Croissy où a eu lieu l'inhumation.

Nous apprenons la mort :

Du général de division Barbé, du cadre de réserve, commandeur de la Légion d'honneur, décédé, hier, à Paris, à l'âge de soixante-seize ans.

BIENFAISANCE

Aujourd'hui samedi, à la Galerie Georges Petit, 8, rue de Sèze, a lieu l'inauguration de l'exposition de documents relatifs aux crimes allemands, organisée par la Ligue "Souvenez-vous!". M. J.-L. Breton, secrétaire d'Etat à la Guerre, et le général Dubail, gouverneur de Paris, présideront cette séance, qui sera ouverte par un discours du président de la Ligue, M. Jean Richepin.

Le comité Franco-Américain, qui organise, avec la participation du "Secours de guerre", la "Foire de Saint-Sulpice", a décidé, vu le grand nombre de rapatriés des pays envahis et de la destruction complète des villages libérés, de créer un nouveau comité qui aidera les uns et s'emploiera à relever les ruines trop nombreuses qui s'accumulent.

Ce nouveau comité, le "Secours Franco-Américain pour la France dévastée", se compose de : Mrs William Sharp, femme de l'ambassadeur des Etats-Unis, et de M. Hanotaux, présidents d'honneur ; Mrs Charles Prince, présidente ; princesse de Poggio-Suasa, marquise de Gontaut-Saint-Blancard et Mrs Elenor Glyn, vice-présidentes ; Mme de Sincay, secrétaire ; Mrs J. A. Carter, trésorière, et M. Gabriel-Louis Jaray, délégué. Les autres membres sont : Mme Paul Dupuy, Mrs Hubbard, Mme Ernest Mallet, vicomtesse de Gourcuff, comtesse du Luart, princesse Poniatowska et comtesse de Viel-Castel.

La première réunion du comité aura lieu au mois d'octobre.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

MIGRAINES
NÉURALGIES
RHUMATISMES
et tous maux
d'un caractère fiévreux
sont toujours atténués
et souvent guéris par
quelques Comprimés

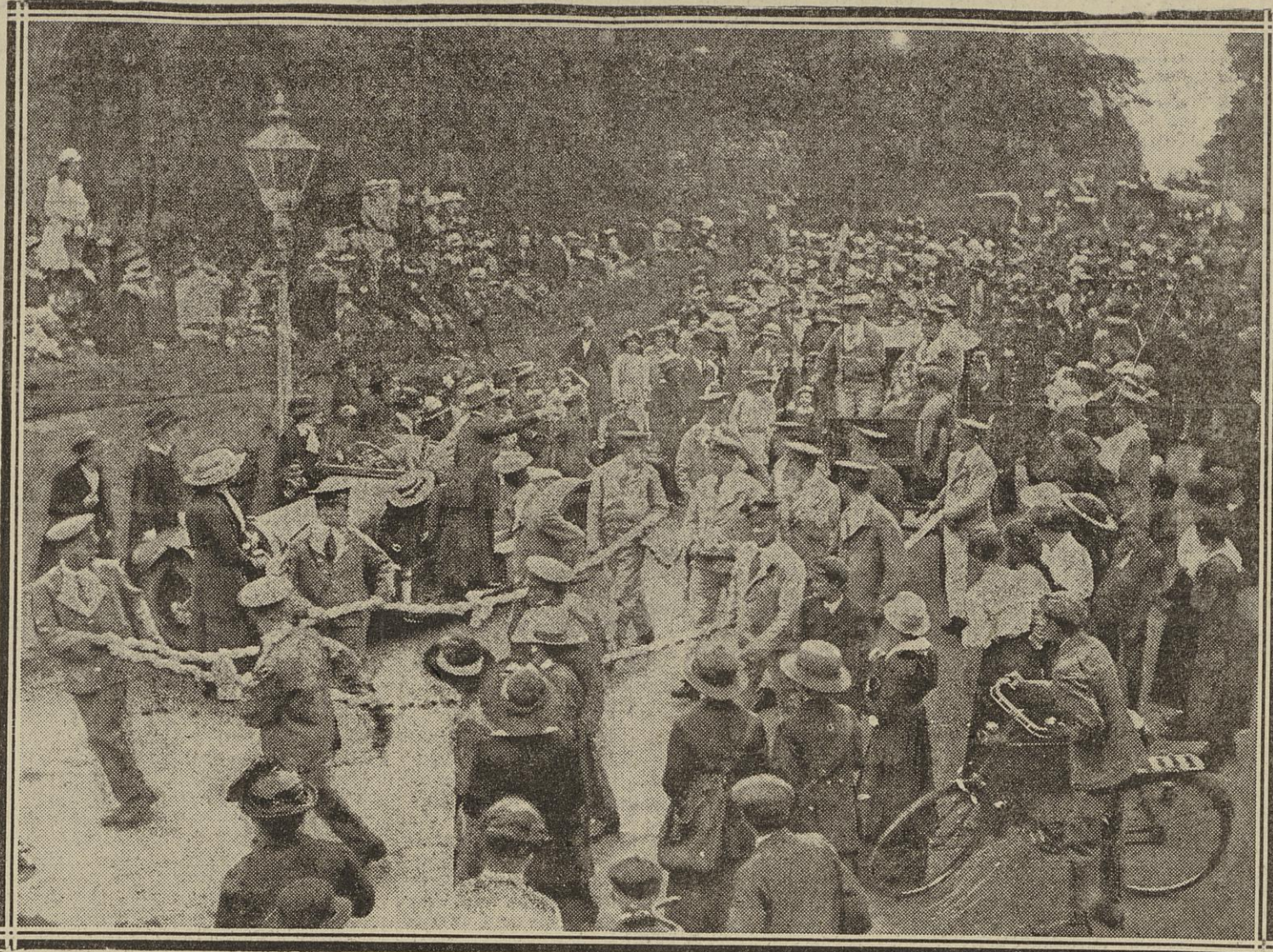
d'ASPIRINE
"USINES du RHÔNE"

pris dans un peu d'eau.

La Tube de 50 Comprimés : 1^{fr} 50
En Vente dans toutes les Pharmacies.

ON CHERCHE : chariots à 4 roues, des wagons avec rails, des chevaux, des conducteurs et des ouvriers pour sablières. Ecr. G. Lebeau, à Bailleau, par Arpajon (Seine-et-Oise).

PNEUS A CORDON
PALMER
CRÉATEURS DE LA CHAÎNE TROIS NERFS
24, boulevard de Villiers, Levallois-Perret (Seine)



DES BLESSÉS TRAINENT LA VOITURE A TRAVERS LES RUES DE BROMLEY

On vient de célébrer à l'église de Bromley, en Angleterre, le mariage de Mlle Irish Ethel Coad, infirmière, avec le major Stanley G. Pond. Les soldats

blessés, invités à la cérémonie, prirent la place des chevaux et traînèrent la voiture des époux à travers les rues de la ville, à la grande joie des passants.

B L O C - N O T E S

La rentrée des classes est proche. En d'autres temps, la rentrée des classes était une espèce d'événement. Un événement dans l'Université. Un événement dans les familles. Programmes nouveaux, méthodes nouvelles, lancement d'ouvrages... Tout un remue-ménage auquel les amis de la jeunesse et les amateurs d'idées prenaient le plus grand plaisir.

Il n'y aura sans doute rien de tout cela, cette année. Et alors on pourrait peut-être profiter de cette accalmie pour remettre à la mode une très vieille coutume qui a l'air de s'en aller tout doucement de nos écoles et qui y était cependant, autrefois, la plus honorée de toutes, — la plus indiscutée : la coutume d'écrire les mots comme ils doivent être écrits.

Mon Dieu, oui ; rien de plus que cela. Je voudrais qu'on se remit à enseigner l'orthographe non seulement aux enfants des petites écoles, qui la savent de moins en moins, mais aux lycéens, aux lycéennes, qui ne la savent pas beaucoup mieux.

J'ai connu l'époque — pas si lointaine, pourtant — où un enfant « bien élevé », bien surveillé par ses maîtres, et d'intelligence suffisamment ouverte, était, à partir de la douzième ou treizième année, capable d'écrire, sans le moindre cassement de tête, la plupart des petits pièges orthographiques courants. A ce moment des études, la « dictée » était supprimée du programme des travaux de l'élève. Elle était un devoir qui ne servait plus à rien. Une génération nouvelle a grandi, plus gâtée que la précédente, et qui volontiers s'est affranchie d'une foule de petites disciplines qui la gênaient. Du haut en bas de la société, et chez les gens du monde aussi bien que dans le peuple, on s'est habitué à régler sa vie sur la plus commode des devises : *A quoi bon ?* Et c'est ainsi qu'un beau jour on a rencontré, dans les meilleures « sociétés », des jeunes filles d'excellente éducation, d'exquises jeunes femmes qui fleurissaient leurs lettres de fautes d'orthographe à faire s'évanouir leurs grand-mères. « A quoi bon l'orthographe ? »

Eh bien ! il faut changer cela. Il ne faut pas dire : « A quoi bon l'orthographe ? » L'orthographe est le vêtement du langage. Il faut qu'un vêtement soit propre. Il n'est pas plus permis de jeter à la poubelle une lettre souillée de fautes que de promener dans le monde un enfant sale, ou de s'y montrer soi-même avec du linge douteux. L'orthographe n'est pas une mode à observer ou à ne pas observer. L'orthographe, c'est de la propreté. C'est de l'ordre. C'est du bon sens. C'est de la politesse.

SONIA.

Les compagnons de route

Quelques Parisiens en vacances viennent d'arriver à... mettons Trifouillis-les-Oies. Ces Parisiens se frottent les mains et se disent l'un à l'autre :

— Te rappelles-tu comme il était difficile à Paris de trouver une voiture à la sortie du théâtre ? Ici, nous aurons tous les cabriolets que nous désirerons pour faire l'excursion projetée !

Et nos Parisiens candides se rendent chez l'unique voiturier de Trifouillis-les-Oies, l'autre étant mobilisé.

Vous voulez mon cabriolet ? C'est que tout le monde le veut, mon cabriolet ! Oui ! Ce serait pour aller de ce côté-ci ? Jamais de la vie ! J'ai à faire une course de ce côté-là !

Les Parisiens se regardent, pâles et défaits. Ils ont déjà entendu ce langage entre la Madeleine et l'Opéra : le voiturier de Trifouillis-les-Oies parle comme un chauffeur du boulevard... Il n'y a plus de provinciaux !

Donc, résignés par habitude, les pauvres « touristes malgré tout » consentent à donner dix francs par tête... et à aller de ce côté-là plutôt que de ce côté-ci...

Maintenant, dit avec dignité le voiturier de Trifouillis-les-Oies, j'ai encore quelques clients à charger.

Nos Parisiens ont encore vu ça à Paris : une auto louée en commun ! Ils s'inclinent donc encore.

Mais voici où toute l'horreur de leur situation apparaît, et où il est prouvé qu'un chauffeur du boulevard a tout de même plus de conscience que le voiturier de Trifouillis-les-Oies : savez-vous quels voyageurs ce sinistre voiturier a adjoints à ses clients de Paris, et installés au fond de la voiture ?

Quatre gorettes ! Quatre gorettes énormes !

Un complot...

Le métier de conspirateur nourrit souvent son homme. Cela dans tous les pays, bien que l'on ait quelquefois prétendu que la France était le « verger » de l'Europe. Ils étaient ainsi quelques Russes qui, à Khitovo, « travaillaient » à la restauration du tsarisme. Leur chef, un certain Skakoun, avait toutes les allures sombres et mystérieuses du parfait conspirateur. Et comme, dans ce pays, la révolution, sans diminuer le nombre des policiers, a considérablement accru celui des dénonciateurs, ses agissements et ceux de ses amis furent dénoncés.

Une enquête fut ouverte : elle a établi que Skakoun et ses acolytes soutiraient à des monarchistes crédules d'importantes sommes d'argent pour les dépenser en orgies. A tout cela se réduisit le grand complot de Khitovo.

Skakoun et ses amis vont, paraît-il, être poursuivis pour escroquerie. Triste fin pour des conspirateurs...

Les dieux s'en mêlent

Connaissez-vous Obatala, dieu « des visions lointaines », et Chango, dieu de la foudre ?

Ces deux dieux du Dahomey viennent de prendre part dans la guerre mondiale.

Emmus, au fond de leurs forêts de palmiers, par les récentes victoires des Alliés dans l'Est-Africain, Obatala et Chango ont manifesté à leurs prêtres leur amitié pour nous.

Chango nous promet l'appui de son tonnerre et Obatala aperçoit à l'horizon notre victoire.

En conséquence, ces deux divinités, devenues francophiles, exigent de quotidiennes offrandes de roses : on sait que la rose, exportée par nous au Dahomey, y est considérée comme l'emblème de notre pays.

Que l'on couronne donc de roses Obatala et Chango !

Chaussure économique

A la veille de l'adoption de la chaussure nationale en Italie, un prince-sans-rire qui se proclamait inventeur avait soumis à une feuille romaine le projet suivant de chaussure patriotique et bon marché :

« Plongez les pieds dans des baigns d'acide chromique assez fréquents. Traitez de la sorte, la peau humaine acquiert une dureté pareille à celle du cuir de veau et assume aussi une couleur délicatement jaunâtre imitant parfaitement celle des chaussures jaunes d'été.

» Avec ce système, on marche commodément et sans frais.

» Si on veut obtenir une chaussure de luxe, on peut peindre le long du cou-de-pied une tige boutonnière ou lacée, en employant une teinture plus sombre, faite de poix et de résine. On peut aussi étaler sur le pied une couche de vernis pour obtenir un brillant merveilleux.

Ce facétieux inventeur affirmait encore que sa chaussure n'a aucun défaut, mais toutefois il recommandait à ceux qui adopteraient son système de ne pas se laisser marcher sur les pieds !

Le pouvoir des vers

L'histoire du poète Henri Mèrel — qui est actuellement poursuivi pour escroquerie au mariage, et qui apaisait la colère de ses dupes en leur dédiant des vers, — nous remet en mémoire une petite mésaventure qui arriva au bon Coppée.

L'anecdote, peu connue, vaut d'être tirée de l'oubli.

Coppée reçut un jour la visite d'un petit jeune homme qui lui apportait des vers. Le petit jeune homme était sympathique. Coppée, qui se laissait souvent entraîner par son bon cœur, promit d'embeller son aide au débutant, prononça même le nom d'une revue...

Ce ne fut qu'après, lorsque le jeune homme se fut éloigné radieux, que Coppée songea à parcourir le manuscrit.

Hélas ! le pauvre Coppée se saisit le front, du geste qui lui était familier. Il n'y avait rien à faire de ces vers, rien du tout ! Et il avait promis une recommandation. Comment se dégagea-t-il ?

Coppée chercha, et il trouva.

Il écrivit au petit jeune homme sympathique une lettre d'excuses en vers... oui en vers ! Elle prit au poète des humbles un après-midi ; mais du moins, songeait-il, le néophyte évincé serait glorieux d'avoir inspiré un poème à son maître.

Coppée ne se trompait point.

Il y a aujourd'hui, quelque part, dans une petite ville du Centre, un aimable substitut qui ne songe plus à faire des vers, mais qui garde précieusement — et sans nulle rancune, — la « lettre-élogie » de Coppée.

Chose vue

Un poilu, permissionnaire, se présente à neuf heures du soir à une gare — ne la nommons pas — afin de prendre le train militaire pour regagner son dépôt.

— Votre permission ne vaut rien, lui dit l'employé, il faudra prendre demain matin le train civil à vos frais.

Le poilu — quatre chevrons et une blessure — est un peu interloqué. Il sait que sa permission est en règle. D'autre part, il est fort inquiet, car il n'a pas l'argent nécessaire pour le voyage, et il risque d'être puni pour arriver en retard. Se ravissant, il va à un second bureau.

— Bon, dit l'employé en apposant le timbre réglementaire. Dépêchez-vous, si vous voulez avoir une bonne place.

Tout est bien qui finit bien. Mais que se serait-il arrivé si le pauvre soldat s'était contenté de la première réponse ?

Confiture sans sucre

Ceci est une recette, une excellente recette de cuisine. Elle date de cent ans, ce qui ne l'empêche pas d'être d'une appétissante actualité.

En ce temps-là, le sucre était cher, comme aujourd'hui. Peut-être n'était-il pas aussi rare. Toutefois les « petites bourses » préféreraient s'en passer, et elles avaient trouvé moyen de fabriquer de la confiture sans sucre.

Faites bouillir quatre chaudrons de figues bien mûres, comme les départements du Midi nous en envoient depuis quelques jours. Ces quatre chaudrons de figues vous donneront un chaudron de sirop, qui vous permettra de sucrer très convenablement votre confiture.

Cette méthode, très simple, est encore usitée, paraît-il, dans le Dauphiné, et il serait à souhaiter qu'elle fût sans retard adoptée à Paris.

LE PONT DES ARTS

On ne sait quel absurde bruit (était-ce une manœuvre boche ?) avait couru, ces jours derniers, d'après lequel don Miguel de Unamuno, le grand écrivain « aliadophile », dont nous annoncions récemment le *Sentiment tragique de l'existence*, aurait été emprisonné. On nous apprend de bonne source qu'il n'en est rien et que cette nouvelle réprouve les admirateurs du maître. Rappelons à ce propos qu'une traduction de sa *Vie de Don Quichotte et Sancho* va bientôt paraître.

Les Remarques, de M. André Suarès, ne sont pas une brochure séparée. C'est, en quelque sorte, la première livraison d'un commentaire lyrique de notre époque fait au jour le jour par ce bel écrivain, qui déclarait l'autre jour à un jeune auteur hispano-américain venu le visiter : « Je n'écrirai plus que des poèmes ; et toute mon œuvre est un poème. »

LE VEILLEUR.

THEATRES

Réjane. — Une Revue chez Réjane continue à amuser follement le public et son succès prend les proportions d'un véritable triomphe. Demain dimanche, même spectacle, en matinée et en soirée, avec tous les créateurs : Vera Sergine, Harry Baer, Parysis, Signoret jeune, Clermont et... Bonicot.

Nouvel-Ambigu. — La dernière représentation du *Maitre de Forges* est fixée à mardi soir, 2 octobre. Jeudi, première représentation du *Système D*, vaudeville en 3 actes de MM. Pierre Veber, Henry de Gorsse et Marcel Guillemaud.

NOUVEAU-CIRQUE
251, rue Saint-Honoré
AUJOURD'HUI SAMEDI & DEMAIN DIMANCHE
Matinée et soirée avec un formidable programme

Edouard-VII. — C'est le samedi 6 octobre prochain que le théâtre Edouard-VII reprendra ses séances musicales, de 4 à 6 h.

BA-TA-CLAN
Triomphe indescriptible de
MISTINGUETT
et de la troupe dans
LA REVUE « CELLE à MISS... »
avec M. CHEVALIER
DEMAIN, MATINÉE

Grand-Guignol. — Mardi soir, 2 octobre, première représentation de : *La Grande Epouvante*, 3 actes de MM. André de Lorde et Henri Bauchau. Le spectacle comprendra, en outre, *le Dernier Baiser*, de M. Pierre Montrel ; *l'Intime*, de M. René Wisner, et *En Beauté*, de MM. Maxime Carrel et Lucine Mayrargue.

Cet après-midi :
Comédie-Française, 2 h., *Andromaque* (répét. gén.)
Odéon, 2 h., *le Ruisseau*.
Scala, 2 h. 30, *le Sursis*.

Ce soir :
Comédie-Française, 8 h. 15, *l'Élévation*.
Opéra-Comique, 7 h. 30, *Manon*.
Odéon, 8 h., *le Ruisseau*.
Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, *l'illusionniste* (Sacha Guitry).

Variétés, 8 h. 15, *la Femme de son mari*.
Gymnase, 8 h. 30, *Petite Reine*.
Vaudeville, 8 h., *la Revue*.
Gaité, 8 h., mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanche, 2 h., jeudi et dimanche, *le Tour du monde en 80 jours*.

Palais-Royal, 8 h., *Madame et son filleul*.
Gaité-Lyrique, 8 h., *les Petits Mousquetaires*.
Théâtre-Lyrique, 8 h., *François les Bas-Bleus*.
Ambigu, 8 h. 30, *le Maître de forges*.
Antoine, 8 h. 25, *M. Bourdin, professeur*.
Athénée, 8 h., *Mon œuvre*.
Grand-Guignol, relâche ; mardi, *la Grande Epouvante*.

Michel, 8 h. 30, *Plus ça change...*

Th. Réjane, 8 h. 30, *Une Revue chez Réjane*.
Renaissance, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer*.
Rah-Bernhardt, 8 h., *Vautrin*.
Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *Montmartre*.
Cluny, 8 h., *les 45, les Deux Vestales*.
Edouard-VII, 8 h., *la Folle Nuit*.

Femina, 8 h. 45, *Sapho*.
Scala, 8 h. 30, *le Sursis*.
Ba-Ta-Clan, tous les soirs, à 8 h. 30, *Celle à Miss...*, revue (Mistinguett, Chevalier). Loc. 30-12.

Nouvel-Cirque, tous les soirs, sauf lundi, à 8 h. 30 ; matinées jeudis, samedis, dimanches et fêtes, à 2 h.

MUSIC-HALLS
Olympia, tous les soirs. Mat. vendredi et dim.

CINEMAS
Gaium-Palace, 2 h. 15 et 8 h. 15, *les Coeurs damnés*. Loc. 4, r. Forest, 10 à 12 et 15 à 17 h. Tél. Marc. 16-73.

Pour assainir la bouche,
Raffermir les dents déchaussées,
Calmer les gencives douloureuses,
le Coaltar Saponiné Le Beuf
est un produit de premier choix.

Se méfier des imitations que le succès de ce produit bien français a fait naître.

DANS LES PHARMACIES

Pour tout achat d'**AUTOMOBILES** faire dem. Landais, Ing. 21, r. Danton, Levallois Perret. Tél. : Wag. 73-34. Gr. stock de voit. entières neuves et vendues av. garant. à des px modérés.

ÉCOLE RÉALE
3, Grande-Rue, Boulogne-sur-Seine
Situation exceptionnelle. — Installation modèle
RENTREE DES CLASSES : LE 2 OCTOBRE

ON CHERCHE : 1° Usine à ciment, à plâtre, à réducteurs ou à ciment, de pulvérisation ou moulins à meules. — 2° Du matériel de fabrication (appareils et produits chimiques). — 3° Une automobile à 3 à 4 places. — Ecrire Baudry, rue Feydeau, 7, Paris.

PASTILLES VICHY-ÉTAT
HYGIÈNE de la BOUCHE et de l'ESTOMAC
Boîtes de 0'60 - 1^{fr} - 2^{fr} et 5^{fr}

VILLÉGIATURES

Sur la Côte d'Azur
NICE HOTEL GRIMALDI. Dern. confort. Séjour d'automne. Recommandé aux familles

NICE HOTEL DU LUXEMBOURG. Promenade des Anglais. Ouvert toute l'année. HOTEL DES ÉTRANGERS. Même propriétaire.

NICE HOTEL O'CONNOR, sur jardin. Séjour d'automne. Arrangements pour familles.

NICE LA COTE D'AZUR et les Alpes Françaises : publie chaque semaine la *Liste officielle des Étrangers*. L'Office de la Côte d'Azur renseigne sur villas, pensions, hôtels et sur toute la Riviera. — Reçoit les abonnements pour *Excelsior*.

La Montagne
VERNET-LES-BAINS (Pyr.-Orient.) Établissement thermal ouvert toute l'année. Eaux sulfureuses. HOTEL DU PORTUGAL, villas. SENEGER, directeur.

La Mer
VILLERVILLE LE GRAND HOTEL BELLEVUE est ouvert. — Paul Gautier, propriétaire.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volmard.